



Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales

ISSN : 2789-9578



N°2, Juin 2022

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales
Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH)

ISSN : 2789-9578

Contact

E-mail : revue.boluki@gmail.com

Tél : (+242) 06 498 85 18 / 06 639 78 24

BP : 14955, Brazzaville, Congo

Directeur de publication

OBA Dominique, Maître de Conférences (Relations internationales), Université Marien NGOUABI (Congo)

Rédacteur en chef

MALONGA MOUNGABIO Fernand Alfred, Maître de Conférences (Didactique des disciplines), Université Marien NGOUABI (Congo)

Comité de rédaction

GHIMBI Nicaise Léandre Mesmin, Maitre-Assistant (Psychologie clinique), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMAT Hugues-Yvan, Maitre-Assistant (Écologie Végétale), Université Marien Ngouabi (Congo)

GOMA-THETHE BOSSO Roval Caprice, Maitre-Assistant (Histoire et civilisations africaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

KIMBOUALA NKAYA, Maitre-Assistant (Didactique de l'Anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

LOUYINDOULA BANGANA YIYA Chris Poppel, Maitre-Assistant (Didactique des disciplines), Université Marien Ngouabi (Congo)

VOUNOU Martin Pariss, Maitre-Assistant (Relations internationales), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité scientifique

AKANOKABIA Akanis Maxime, Maître de Conférences (Philosophie), Université Marien NGOUABI (Congo)

ALEM Jaouad, Professeur-agrégé (Mesure et évaluation en éducation), Université Laurentienne (Canada)

BAYETTE Jean Bruno, Maître de Conférences (Sociologie de l'Education), Université Marien NGOUABI (Congo)

DIANZINGA Scholastique, Professeur Titulaire (Histoire sociale et contemporaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

DITENGO Clémence, Maître de Conférences (Géographie humaine et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

DUPEYRON Jean-François, Maître de conférences HDR émérite (philosophie de l'éducation), université de Bordeaux Montaigne (France)

EWAMELA Aristide, Maître de Conférences (Didactique des Activités Physiques et Sportives), Université Marien NGOUABI (Congo)

EYELANGOLI OKANDZE Rufin, Maître de Conférences (Analyse Complexe), Université Marien NGOUABI (Congo)

HANADI Chatila, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique de Sciences), Université Libanaise (Liban)

HETIER Renaud, Professeur (Sciences de l'éducation), UCO Angers (France)

KPAZAI Georges, Professeur Titulaire (Didactiques de la construction des connaissances et du Développement des compétences), Université Laurentienne, Sudbury (Canada)

LAMARRE Jean-Marc, Maître de conférences honoraire (philosophie de l'éducation), Université de Nantes, Centre de Recherche en Education de Nantes (France)

LOUMOUAMOU Aubin Nestor, Professeur Titulaire (Didactique des disciplines, Chimie organique), Université Marien Ngouabi (Congo)

MABONZO Vital Delmas, Maître de Conférences (Modélisation mathématique), Université Marien NGOUABI (Congo)

MOUNDZA Patrice, Maître de Conférences (Géographie humain et économique), Université Marien NGOUABI (Congo)

NAWAL ABOU Raad, Professeur d'Université (Sciences de l'Education- Didactique des Mathématiques), Faculté de Pédagogie- Université Libanaise (Liban)

NDINGA Mathias Marie Adrien, Professeur Titulaire (Economie du travail et des ressources humaines), Université Marien Ngouabi (Congo)

RAFFIN Fabrice, Maître de Conférences (Sociologie/Anthropologie), Université de Picardie Jules Verne (France)

SAH Zéphirin, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

SAMBA Gaston, Maître de Conférences (Géographie physique : climatologie), Université Marien NGOUABI (Congo)

YEKOKA Jean Félix, Maître de Conférences (Histoire et civilisation africaines), Université Marien NGOUABI (Congo)

ZACHARIE BOWAO Charles, Professeur Titulaire (Philosophie), Université Marien Ngouabi (Congo)

Comité de lecture

LOUSSAKOUMOUNOU Alain Fernand Raoul, Maître de Conférences (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

MASSOUMOU Omer, Professeur Titulaire (Littérature française et Langue française), Université Marien Ngouabi (Congo)

NDONGO IBARA Yvon Pierre, Professeur Titulaire (Linguistique et langue anglais), Université Marien Ngouabi (Congo)

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur Titulaire (Grammaire et Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

ODJOLA Régina Véronique, Maître de Conférences (Linguistique du Français), Université Marien Ngouabi (Congo)

YALA KOUANDZI Rony Dévyllers, Maître de Conférences (Littérature, africaine), Université Marien Ngouabi (Congo)

SOMMAIRE

I- HISTOIRE

Incidence du réseau routier sur le développement de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1980 Laurent Abé ABÉ.....	9
Histoire du village de yégué (centre-togo) et son apport dans le développement du pays Adélé du milieu du XIX^e siècle à 1993 Kokou APEGNON.....	19
Political leadership in gorgui dieng's <i>a leap out the dark</i> Mamadou Gorgui BA.....	29
Le <i>Dawlotuzan</i> : une réponse aux frontières coloniales (XIX^e-XX^e siècle) Nanbidou DANDONUGBO.....	37
La politique d'investissements publics et privés dans l'Afrique occidentale française (AOF) : quels enjeux de 1946 à 1957 ? Antoine Koffi GOLE.....	49
Les appareils de sûreté et de sécurité et la surveillance des frontières septentrionales du Cameroun Yaya NTEANJEMGNIGNI.....	63
Social organization of the Diola people from Fongny in lower Casamance: political structure, land law and distribution of tasks (15th-20th century) Aliou SENE.....	89
Cameroon museums as hubs of spiritual art Victor BAYENA NGITIR.....	99
Le Njambur, conflit de souveraineté pour la mise en valeur des sols et le contrôle des activités commerciales entre la colonie, le pouvoir central et les populations locales au milieu du XIX^e siècle Ibrahima SECK... ..	117

II- GÉOGRAPHIE

Contraintes dans l'enregistrement des actes par les commissions foncières de base dans les communes de affala, Kao et Barmou de la région de Tahoua au Niger Elhadji Mohamoud CHEKOU KORE	138
Contribution du tourisme dans le développement socio-économique de la ville de Djenné/région de Mopti (Mali) Sory Ibrahima FOFANA, Charles SAMAKE et Siaka DOUMBIA.....	151
Dynamique de l'occupation du sol et son incidence sur l'agriculture périurbaine des niayes méridionales à Dakar Maguette NDIAYE, Alla MANGA, Yaya Mansour DIÈDHIOU et Pascal SAGNA.....	163

Filière karité et lutte contre la pauvreté de la femme rurale du Mandoul (Sud du Tchad) : Une professionnalisation manquée	
Ouyo Kwin Jim NAREM et Togyanouba YANANBAYE	181

III- LITTÉRATURE ET PHILOSOPHIE

L'intronisation du chef de village : une manifestation ancestrale de Bèlèdougou (Mali)	
Amadou Zan TRAORÉ, Famakan KEITA et Nassoum Yacine TRAORÉ	195
A Postmodern Reading of "The Arcadian Myth" in ben Okri's <i>in Arcadia</i>	
Souleymane TUO.....	207
L'art comme lieu de résistance à l'ordre établi chez Theodor w. Adorno	
N'guessan Jonas KOUASSI.....	223
Mémoires de porc-épic Mabankouenne entre oralité-écriture	
Aimée Noëlle GOMAS et Chris Emmanuel BAKOUMA MALANDA	233
Radicalisation et fondamentalisme : une problématique d'un vivre ensemble dans le Nigeria contemporain ; une analyse de <i>Another episode of trauma</i> (2014) de Temilolu Fosudo	
Abib SENE.....	241

IV- SOCIOLOGIE

L'enjeu socio-culturel du sacrifice dans quelques films ivoiriens	
Yao N'DRI et Kadja Olivier ÉHILÉ	253
VIH/sida, bouleversements biographiques et recomposition identitaire chez les patients d'Adzopè	
Jean Bilé WADJA et Taïba Germaine AINYAKOU.....	263
Usages de l'entretien individuel dans les recherches qualitatives réalisées par les étudiants de sociologie en côte d'ivoire	
Yogblo Armand GROGUHE.....	277

V- COMMUNICATION-SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET DU LANGAGE

Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan : quelle stratégie de communication pour une intervention en milieu urbain pauvre ?	
Mamadou DIARRASSOUBA.....	291
L'impact de l'éducation préscolaire sur les performances dans l'expression orale des apprenants du cycle d'éveil de l'école primaire	
Béatrice Perpétue OKOUA et Bertie Stevalor Aristote VILA.....	305
La Problématique de la formation initiale des instituteurs en République du Congo	
Yolande THIBAUT-MPOLO	317
Néologie et métissage linguistique dans <i>La Vie Et Demie</i> de Sony Labou Tansi	
Achille Cyriac ASSOMO.....	329

V- COMMUNICATION-SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET DU LANGAGE

DIAGNOSTIC DES QUARTIERS PRÉCAIRES DES ZONES À RISQUE D'ABIDJAN : QUELLE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR UNE INTERVENTION EN MILIEU URBAIN PAUVRE ?

Mamadou DIARRASSOUBA,
Université Péléforo Gon Coulibaly Korhogo/ Côte d'Ivoire
Communication pour le Développement
E-mail : bassouradia@gmail.com

Résumé

Le phénomène de la pauvreté en milieu urbain est une réalité en Côte d'Ivoire à l'instar de nombreux pays africains. Prenant de l'ampleur, il y a quelques années, ce phénomène semble se poser en véritable défi pour la Côte d'Ivoire. L'urbanisation croissante et non contrôlée de ces dernières années a constitué un levier favorable pour le développement de nombreux quartiers précaires surtout dans le district d'Abidjan. Les risques de catastrophes naturelles tels que les inondations, les glissements de terrain, les éboulements, s'accompagnent toujours de nombreuses pertes en vies humaines et matérielles. Ces aléas sont récurrents depuis peu en raison des effets du changement climatique. En vue d'apporter une réponse à cette situation, l'État à travers l'Office National de la Protection Civile (ONPC), décide d'entreprendre des interventions entre autres : le déguerpissement et la relocalisation des populations sur de nouveaux sites. C'est dans ce contexte qu'une étude diagnostique des quartiers précaires des zones à risque a été demandée pour déterminer la meilleure stratégie de communication à mener auprès des populations cibles. Posons comme postulat : les campagnes de sensibilisation médiatique (télévision et radio) menées jusque-là par l'ONPC n'ont pas produit un réel impact sur les populations cibles, d'autant que celles-ci demeurent toujours sur les sites à risque. De ce fait, quelle est la stratégie de communication à mettre en œuvre pour amener les populations cibles à adhérer à l'idée d'un déguerpissement ? Le recours au modèle théorique de l'EICDARM en tant qu'approche de la communication interpersonnelle, a permis de relever ce défi.

Mots-clés : Quartiers précaires, Zones à risque, Diagnostic, Stratégie de Communication, Milieu urbain pauvre.

Abstract

The phenomenon of poverty in urban areas is a reality in Côte d'Ivoire like in many African countries. This phenomenon has been growing for several years and seems to be a challenge for Côte d'Ivoire. The increasing and uncontrolled urbanization of recent years has been a favorable lever for the development of many precarious neighborhoods, especially in the District of Abidjan. The risks of natural disasters such as floods and landslides are always accompanied by numerous losses of human lives and properties. These hazards have been recurrent recently due to the effects of climate change. In order to provide a response to this situation, the State, through the National Office for Civil Protection (ONPC), decided to undertake interventions such as the eviction and relocation of populations to new sites. It is in this context that a diagnostic study of the precarious neighborhoods in the risk areas was requested to determine the best communication strategy to be carried out with the target populations. We postulate that the media awareness campaigns (television and radio) conducted so far by the ONPC have not produced a real impact on the target populations, especially since they still live on the risk sites. As a result, what communication strategy should be implemented to bring the target populations to accept the idea of eviction? The use of the theoretical model of EICDARM as an approach to interpersonal communication made it possible to establish a valid analysis.

Keywords: Precarious neighborhoods, Risk areas, Diagnosis, Communication strategy, Poor urban environment.

Introduction

La Côte d'Ivoire à l'instar des autres pays du continent africain connaît le phénomène de la pauvreté en milieu urbain. Face à cette donne, le pays s'est doté d'un vaste Programme National de Lutte contre la Pauvreté (PNLP, 2020) dont les principales orientations sont consignées dans un document appelé : *les axes prioritaires de lutte contre la pauvreté*.

Ce phénomène qui a pris une ampleur considérable ces dernières années, semble se poser en véritable défi pour l'État ivoirien qui éprouve d'énormes difficultés à doter certains de ces quartiers dit précaires, d'infrastructures de base (écoles, centre de santé, adduction d'eau potable, électricité, etc.), en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. L'autre difficulté à laquelle l'État se trouve confronter, est l'épineuse question du déguerpissement des quartiers précaires des zones à risque en vue de leur relocalisation sur des sites viabilisés.

Leurs problèmes se sont aggravés depuis la crise militaro-politique de 2002 avec une pression foncière sans pareil, la dégradation généralisée du cadre de vie et les catastrophes humaines récurrentes dues aux intempéries (glissement de terrain, incendie, inondations, effondrement des logements, éboulements, etc.). Dans la perspective d'apporter une solution à ces problèmes, le gouvernement ivoirien à travers l'Office National de la Protection Civile (ONPC)¹ a demandé une étude diagnostique participative des quartiers précaires des zones à risque de la ville d'Abidjan en vue de l'élaboration d'une stratégie de communication qui va aider à la formulation de plans d'action. La présente étude diagnostique a pour champ d'investigation, deux quartiers précaires de deux communes de la ville d'Abidjan. Le quartier précaire *Boribana* pour la commune d'Attécoubé et le quartier précaire *Sagbé* pour la commune d'Abobo.

Cette étude vise à mettre à la disposition des gouvernants une stratégie de communication pour la sensibilisation des populations cibles avant toute intervention. Pour se faire, elle pose comme postulat de base : les campagnes de sensibilisation médiatiques de l'ONPC à l'endroit des populations de ces quartiers précaires, en vue de la libération de ces sites déclarés zones à risque, chaque année à l'approche de la saison pluvieuse, n'ont pas eu un réel impact sur les cibles.

Sur la base des résultats de la première enquête diagnostique des quartiers des zones à risque, quelle est la stratégie de communication à mettre en œuvre pour la sensibilisation des populations des quartiers précaires en vue de la libération des zones à risque de la ville d'Abidjan ?

La présente étude s'appuie sur le modèle théorique de l'EICDARM (Entendre, Informer, Convaincre, Décider, Agir, Reconfirmer et Maintenir). Cette approche du changement de comportement s'inspire d'une stratégie de communication qui repose sur l'appropriation communautaire des actions entreprises par les décideurs.

Le présent article s'articule autour de trois parties : la première est consacrée à l'approche méthodologique, la deuxième est relative aux résultats de l'enquête diagnostique. La troisième partie aborde la discussion liée à la stratégie de communication selon le modèle annoncé.

1. Approche méthodologique

1.1. Approche conceptuelle

L'approche conceptuelle structurante est la démarche qui consiste à élaborer l'ensemble des connaissances et théories qui ont un rapport quelconque avec le sujet de recherche. Elle permet de faire la distinction conceptuelle et l'organisation des idées.

¹ ONPC, Étude diagnostique participative des quartiers précaires des zones à risque de la ville d'Abidjan, C.I, 2017

1.1.1 Quartier précaire

Selon l'approche de la géographie urbaine, les différentes définitions utilisées dans la littérature mettent l'accent sur les critères plus ou moins communs pour caractériser les quartiers précaires. Les critères suivants sont souvent mis en avant :

- l'absence de statut légal d'occupation du site (titre foncier) ;
- l'insécurité du site habité ;
- la densification du bâti (trame irrégulière) ;
- l'accès difficile du site habité ;
- le manque d'équipements sociaux de base (eau, électricité, assainissement) ;
- la précarité des matériaux de construction (toit en carton, mur en tôles, mur en bois) ;
- la pauvreté des habitants.²

La combinaison de tous ces critères donne une définition holistique de la notion de quartier précaire.

1.1.2. Zone à risque

Selon la géographie des risques, les frontières entre les différentes catégories de risques tendent à se brouiller à cause de l'interconnexion des systèmes techniques, économiques, sociaux et naturels. La distinction entre risque naturel et risques anthropiques devient difficile à établir du fait de la transformation des milieux biophysiques par l'homme. Ainsi, la zone à risque est définie selon V. Boudieres (2008, p.25) comme : « *le glissement d'une menace exogène appréhendée par l'aléa, à une menace endogène caractérisée par la vulnérabilité de la société humaine* » (V. Boudieres, 2008, p.25).³ Les événements de ce genre sont plus ou moins fréquents et leurs conséquences assez catastrophiques sur l'homme et son environnement. Les termes de vulnérabilité et d'aléas sont les composantes essentielles qui caractérisent la zone à risque.

1.1.3. Diagnostic

Étymologiquement, le mot diagnostic vient du grec « *diagnôstikos* » qui signifie capable de distinguer. À l'origine, ce terme était utilisé en médecine pour reconnaître les maladies par leurs symptômes en les distinguant les unes des autres. L'approche socio-économique (Lexique des sciences économiques, 2012, p. 342) retenue dans le cadre de cette étude définit le terme diagnostic comme étant une analyse des causes d'une situation en vue de porter un jugement objectif sur elle.

1.1.4. Stratégie de communication

Selon le Lexique d'information communication (2018, p.424), la stratégie de communication est un ensemble de décisions déterminant la communication d'une entreprise, d'une organisation notamment la définition des cibles à atteindre, les objectifs des différents types de communication mobilisés, les contraintes budgétaires, le temps et le calendrier pour les campagnes publicitaires.

1.1.5. Milieu urbain pauvre

L'approche de la géographie urbaine définit le milieu urbain pauvre, comme un type de pauvreté qui est produit par un revenu insuffisant nécessaire pour vivre dans une zone urbaine. Ce type de pauvreté a tendance à se produire fréquemment dans les grands centres urbains ou encore dans les quartiers ou zones géographiques au sein desquels vivent des personnes à faibles revenus. Les principales conséquences de la pauvreté en milieu urbain sont entre autres : l'exclusion sociale, la malnutrition, l'analphabétisme, le niveau élevé de criminalité, l'inégalité des sociétés.

² PNUD, CITIES ALLIANCE et UVICOCI, Diagnostics et Plan d'amélioration des quartiers précaires Communes du district d'Abidjan, Abidjan, p.4.

1.2. Matériels et méthodes

La méthodologie utilisée pour élucider cette problématique combine à la fois l'approche quantitative et qualitative. L'objectif de cette double approche est de capitaliser les avantages de chacune d'elle pour un meilleur éclairage de la problématique des quartiers précaires des zones à risque de la ville d'Abidjan.

L'approche quantitative : l'enquête porte sur un échantillon de 250 ménages représentatifs de la population des deux quartiers (*Boribana, Sagbé*), soit une population de 2.634 individus tous sexes confondus. Les personnes âgées de 15 à 49 ans des deux sexes ont fait l'objet de l'enquête.

Un questionnaire a été élaboré et adressé aux ménages. Il est structuré autour de trois rubriques : les caractéristiques socio-économiques, les conditions de vie permettant de décrire l'habitat et les infrastructures des logements.

Le traitement des données a consisté d'abord à la saisie, ensuite à l'apurement et enfin à l'exploitation des données. L'analyse des données s'est faite à partir du logiciel SPSS version 13.0.

L'approche qualitative : afin de saisir la perception de la pauvreté dans ces quartiers précaires et aussi comprendre l'opinion des habitants sur la libération de ces zones à risque, deux outils de collecte ont été combinés.

Deux guides d'entretien semi-directifs ont été élaborés. L'un adressé aux autorités administratives et politiques pour leur opinion sur la structuration des desdits quartiers. L'autre adressé aux leaders communautaires pour recueillir des récits d'installation des populations sur les sites étudiés, mais surtout cerner leur opinion sur un éventuel déguerpissement.

Des guides de focus groups ont été élaborés et adressés aux populations de ces quartiers précaires en vue de saisir les logiques sociales qui rythment leur vie communautaire ainsi que leur opinion sur le déguerpissement.

Le traitement des données qualitatives a consisté à faire une analyse de contenu en dégagant les fréquences d'apparition des mots clés dans la dimension convenue. Toutes les dimensions qui ont été choisies au moins une fois par plus de 50% des répondants ont été retenues.

Tableau 1 : Outils de collecte par type d'enquête et par cible

Type d'enquête	Populations cibles	Outils de collecte
Enquête auprès des ménages	Hommes et femmes (15-49 ans) des ménages	Questionnaire
Enquête auprès des autorités administratives et politiques	Députés, Maires	Guide d'entretien semi-directif
Enquête auprès des leaders communautaires	Chefs de quartiers, chefs de communautés, leaders religieux, etc.	Guide d'entretien semi-directif
Enquête auprès des populations des quartiers précaires	Président des jeunes, Présidente des femmes, Présidents d'associations à base communautaires, etc.	Guide de focus groups

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019

2. Résultats de l'enquête diagnostique

2.1. Structure par âge et sexe : une population jeune

La population de notre échantillon est de 2.634 individus, dont 49,2% d'hommes et 50,8% de femmes. Le quartier précaire *Sagbé* dans la commune d'*Abobo* est le plus peuplé, car il concentre plus de la moitié de la population enquêtée avec une proportion de 56,4%. En outre, la population de notre échantillon est marquée par son extrême jeunesse, les moins de 20 ans représentent 53% de la population enquêtée contre 45,1% pour celle âgée de 20 à 60 ans.

Le rapport de masculinité est relativement équilibré 96,6% soit 97 hommes pour 100 femmes. Cependant, l'on observe une prédominance des personnes de sexe féminin à partir de 5 ans jusqu'à 39 ans. (Graphique 1).

Tableau 2 : Répartition de la population résidente enquêtée selon le sexe et l'âge

Groupe d'âges	Population résidente		R. Masc. %	Total
	Hommes	Femmes		
0-4 ans	220	218	101,0%	438
5-9 ans	182	205	88,8%	387
10-14 ans	151	206	94,4%	311
15-19 ans	113	146	81,9%	259
20-24 ans	102	138	74,0%	240
25-29 ans	112	128	87,5%	240
30-34 ans	88	112	78,6%	200
35-39 ans	86	92	93,5%	178
40-44 ans	76	58	131,0%	134
45-49 ans	56	35	160,0%	91
50-54 ans	43	18	238,9%	61
55-59 ans	31	14	221,4%	45
60-64 ans	19	9	211,0%	28
65 ans et plus	15	7	214,3%	22
Total	1294	1340	96,6	2634

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019.

2.2. Structuration de la population selon l'ethnie ou la nationalité : une dominante numérique Mandé nord

Les quartiers précaires enquêtés se présentent comme un raccourci de la population ivoirienne, car on y rencontre les cinq grandes entités socio-culturelles du pays : Akan, Krou, Mandé nord, Mandé sud et Gur. La population enquêtée est en majorité ivoirienne (60%) contre 40% d'étrangers. Au nombre des Ivoiriens, le groupe ethnique Mandé est le plus nombreux (18,8%), suivi des groupes Akan (18%) et Gur (11,5%). Parmi les étrangers, ce sont les ressortissants du Mali qui sont les plus nombreux (15,6%), suivis de ceux du Burkina Faso (13,1%) et des Guinéens (6,6%). La présence relativement importante des étrangers pourrait s'expliquer par la facilité d'accès à ces quartiers : le coût des loyers est faible, les maisons sont de construction sommaire. (Tableau 3).

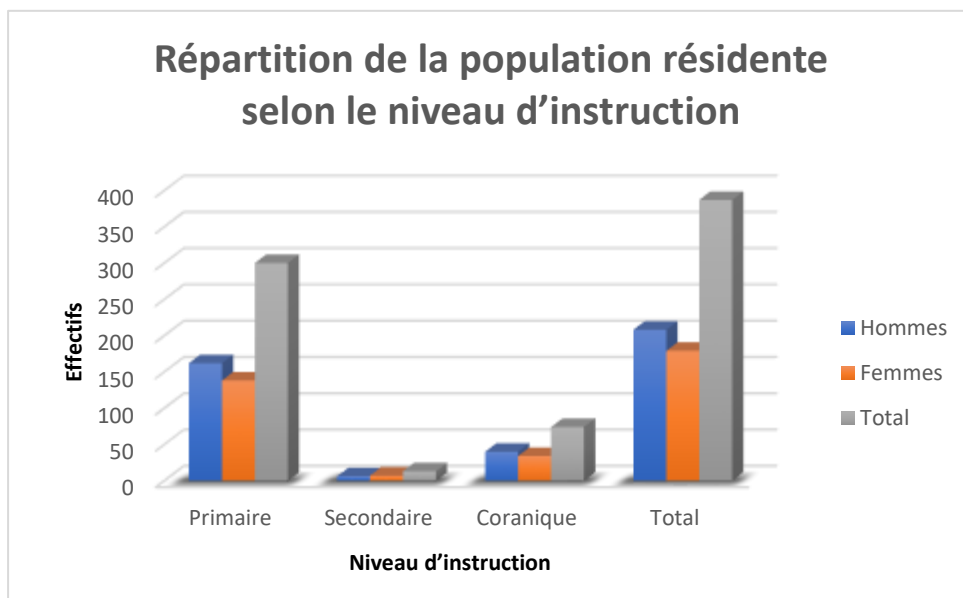
Tableau 3 : Répartition de la population résidente selon l'ethnie ou la nationalité

Groupe ethnique ou Nationalité	Effectif	Pourcentage
Groupes ethniques ivoiriens		
<i>Akan</i>	473	18,0
<i>Krou</i>	253	9,7
<i>Mandé sud</i>	45	1,7
<i>Mandé nord</i>	496	18,8
<i>Gur</i>	304	11,5
Autres ivoiriens	9	0,3
Étrangers		
<i>Burkinabé</i>	344	13,1
<i>Maliens</i>	412	15,6
<i>Guinéens</i>	175	6,6
Autres étrangers	123	4,7
Ensemble	2634	100,0

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019.

2.3. Le niveau d'instruction : une forte proportion de personnes instruites

Plus de la moitié de la population de l'échantillon sait lire et écrire (52,5%). Cependant, la disparité entre sexes est plus remarquable. Le taux d'analphabétisme est plus élevé chez les femmes que chez les hommes (29,6% contre 17,9%). Cette population se distingue aussi par une forte proportion de personnes de niveau primaire 62,9%, dont 33,2% d'hommes contre 29,7% de femmes. Le pourcentage d'hommes de niveau secondaire et plus, est plus élevé que celui des femmes (15,4% contre 7%). De même, le pourcentage d'hommes ayant suivi l'école coranique est plus fort que celui des femmes (10,1% contre 4,3%). (Graphique 1).



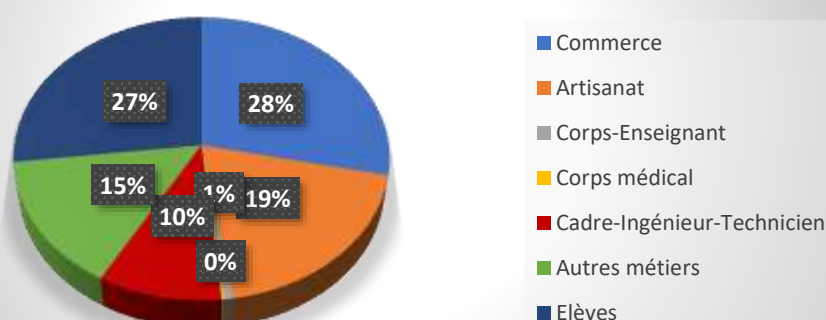
2.4. L'activité économique : une forte proportion de commerçants et d'élèves

La population de l'échantillon se caractérise par une proportion élevée de personnes dont l'activité principale est le commerce (28,2%), la deuxième occupation principale concerne les élèves (26,7%), suit le secteur de l'artisanat qui concentre 19% de la population enquêtée. Les autres secteurs d'activité sont sous-représentés.

Si l'on considère l'activité des chefs de ménage, il ressort que le secteur artisanal concentre plus de personnes (34,8%), suivi du commerce (27,3%). Les autres secteurs d'activité occupent moins de chefs de ménage. Les femmes travaillent également dans le secteur du commerce, plus d'un quart d'entre elles s'y rencontrent (27,4%), les autres activités sont moins exercées par les femmes.

Au total, les activités commerciales occupent davantage les habitants des quartiers précaires. Toutefois, il convient d'ajouter que l'activité principale des jeunes est la fréquentation scolaire. (Graphique 2).

Répartition de la population enquêtée selon l'activité principale



2.5. Description des caractéristiques du logement

Il est nécessaire de donner quelques définitions qui caractérisent les différents types de logements.

- une concession : est une construction formée par un ensemble de maisons contiguës ou non, donnant sur une cour centrale ou non et servant d'habitation à un ou plusieurs ménages.
- une maison isolée : est un bâtiment de construction basse ou en hauteur composée d'un seul logement.
- un immeuble : est un bâtiment en hauteur comportant plusieurs étages divisés en logement.
- les maisons en bandes : sont des maisons contiguës alignées, pouvant abriter plusieurs ménages.

Les quartiers précaires étudiés à Abidjan sont essentiellement composés de concessions (89%), les maisons isolées n'occupent que 1,4% des logements et les autres types de maisons 9,5%. 66% des maisons sont construites avec des briques, plus d'un quart en place (28%) seulement 4% en tôle. Les briques sont faites de ciment et de sable, ce qui confère à ces maisons une certaine résistance vis-à-vis des intempéries. Cependant, elles demeurent encore sommaires, voire précaires si l'on considère celles qui sont faites de planches. (Tableau 4).

Tableau 4 : Caractéristiques du logement : type d'habitat et de construction

Caractéristiques	%
Types d'habitat	
Concession	89
Maison isolée	1,4
Immeuble	0,2
Logement en bande	8,2
Autre	0,2
Type de construction	
Planche	28,2
Tôle	4,1
Banco/Terre battue	0,2
Brique	66,1
Autre	0,2

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019

2.6. Description des conditions sanitaires des logements

Au niveau des équipements sanitaires, les logements sont équipés en WC dont les trois quarts sont communs et situés dans la cour, 9% sont individuels et 8,7% en commun situés hors de la cour, il s'agit de WC en latrines. Comme, il y a absence de système d'évacuation des eaux

usées dans la majorité de ces quartiers et compte tenu du site de certains d'entre eux (situés en bordure de la lagune), les excréments humains sont jetés dans celle-ci. L'on note aussi l'insuffisance de latrines ou même leur absence, ce qui conduit certains habitants à déféquer à l'air libre. Ces cas représentent plus de 6%.

Les douches communes concernent 88% des ménages des quartiers précaires enquêtés dont 84,9% sont dans la cour et 3,5% hors de celle-ci. Les douches individuelles ne sont présentes que dans 9,4% de ces ménages. (Tableau 5)

Tableau 5 : Équipements sanitaires des logements

Caractéristiques	%
WC	
Individuel	9,0
Commun dans la cour	75,4
Commun hors de la cour	8,7
Autre	5,7
Douche	
Individuel	9,4
Commun dans la cour	84,9
Commun hors de la cour	3,5
Autre	0,9

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019.

2.7. Les autres commodités logement

L'alimentation des ménages de ces quartiers précaires en eau se fait essentiellement par les bornes payantes (60,5%). Seulement 17% de ces ménages ont de l'eau courante dans leur cour et 10% se ravitaillaient grâce aux porteurs d'eau. Cette situation dénoterait de l'absence d'adduction d'eau ou l'impossibilité pour les ménages de se brancher aux réseaux d'adduction d'eau de la SODECI. Au niveau du quartier *Sagbé d'Abobo*, une grande partie des ménages est dotée d'eau courante contrairement au quartier *Boribana d'Attécoubé* où l'approvisionnement en eau se fait à partir des bornes payantes.

Le mode d'éclairage des ménages se fait à l'aide de l'électricité vendue par la CIE (Compagnie Ivoirienne d'Électricité). Le plus souvent, il s'agit de branchements anarchiques qui ne respectent aucune norme de sécurité.

Le charbon de bois est le mode de cuisson des aliments le plus répandus, plus de 70% des ménages enquêtés l'utilisent. Le bois de chauffe vient en deuxième lieu (14,5%), les autres modes de cuisson : gaz et autres sont moins utilisés, seulement 15%. (Tableau 6).

Tableau 6 : Mode d'alimentation en eau, d'éclairage et de cuisson

Caractéristiques	%
Mode d'alimentation en eau	
Borne payante	60,5
Fontaine collective	1,6
Eau courante dans la cour	17,4
Porteur d'eau	10,6
Mode d'éclairage	
Électricité	88,3
Lampe à pétrole	9,9
Lampe à gaz	0,4
Autre	0,4
Mode de cuisson	
Bois de chauffe	14,2
Charbon	71,6
Gaz	9,4
Autre	2,3

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019.

2.8. L'hygiène du milieu

L'évacuation des ordures ménagères se fait essentiellement par les poubelles familiales environ 58% des ménages utilisent celles-ci, 22,3% des ménages utilisent des poubelles collectives contre 14% de ménages qui jettent les ordures dans la nature.

Au quartier *Boribana*, le système de pré-collecte est inexistant, car certains ménages déposent les ordures dans des poubelles métalliques ou des bacs à ordures en bordure de la voie expresse. D'autres préfèrent les déposer dans le plan d'eau lagunaire situé à proximité. De même à *Abobo Sagbé*, les ordures pré collecté au niveau de chaque ménage sont déversées dans des poubelles confectionnées de façon artisanale.

Quant à l'évacuation des eaux usées, 34,4% des ménages enquêtés déclarent évacuer les eaux usées par les caniveaux, 31,7% par les fosses septiques, 11,7% par un réseau d'égout et 10,6% dans la rue. Comme on peut le constater, il y a un manque d'infrastructures de canalisation, de telle sorte qu'en temps de pluie, ces quartiers sont quasiment impraticables. Les eaux de pluie stagnent partout de même que les eaux usées, ce qui constitue le nid des moustiques sources de nombreuses maladies. (Tableau 7).

Tableau 7 : Élément de salubrité des quartiers précaires

Caractéristiques	%
Évacuation des ordures ménagères	
Poubelle familiale	58,2
Poubelle collective	22,3
Dans la nature	14,0
Mode d'évacuation des eaux usées	
Fosse septique	31,7
Dans la rue	11,5
Dans la nature	34,4
Caniveau	10,5
Réseau d'égout	1,8
Autre	11,1

Source : Diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan 2019

Au total, la vie communautaire apparaît comme le trait dominant qui caractérise les ménages des quartiers précaires. En effet, le type d'habitat le plus fréquent est la concession, les WC sont communs, les douches le sont également. Cette vie communautaire se manifeste aussi dans les groupements associatifs. Il s'agit d'une donnée importante pour la mise en œuvre d'actions envers les populations de ces quartiers.

2.9. Importance d'une solidarité

Les habitants des quartiers précaires sont plus ou moins inscrits dans des groupements associatifs qui sont des éléments structurants des quartiers. Ces groupements sont inscrits dans un réseau de solidarité fondé sur la famille, sur le village d'origine sur l'ethnie ou sur la nationalité. Ce réseau peut s'étendre au-delà des limites du quartier, mais dans tous les cas il y prend racine. En outre, ces groupements associatifs sont des formes de structures sociales d'entraide qui place alternativement chaque membre dans une position de donateur et bénéficiaire de nombreux services, aides et conseils. Cette solidarité indispensable et cette reconnaissance sociale tout aussi importante sont calquées sur le modèle des structures traditionnelles du monde rural. C'est le lieu où la famille élargie est la première et la plus efficace des structures sociales en assurant souvent le minimum de subsistance à celui qui n'en dispose pas.

2.10. Inégalité entre homme et femmes

Au regard de l'activité socio-économique des ménages, il apparaît une disparité entre les hommes et les femmes quant à l'accès aux ressources productives. Les hommes tirent leurs revenus des secteurs du commerce et services, mais surtout celui de l'informel. Les femmes ont leurs propres sources de revenus qui proviennent généralement des secteurs de l'agriculture et du commerce. Leurs activités se distinguent le plus souvent de celles des hommes.

Au niveau social, les femmes jouent un rôle important dans le maintien du bien-être familial. Elles sont responsables des activités domestiques et de l'éducation des enfants. De même, les femmes constituent le socle de certaines formes de solidarité familiale notamment les groupements d'entraide sociale et les tontines qui se sont développées à travers les quartiers précaires et d'en assurer aux membres du ménage un minimum de protection sociale.

En dépit du rôle important que jouent les femmes au sein de la cellule familiale dans les quartiers précaires, les disparités socio-économiques demeurent une réalité vivante.

Au demeurant, les résultats de la présente étude relative au diagnostic des quartiers précaires des zones à risque ont montré que les populations cibles sont hostiles à tout déguerpissement. De ce fait, le recours à une sensibilisation de proximité semble plus indiqué.

Dans cette perspective, le recours au modèle théorique de l'EICDARM peut permettre d'agir sur les comportements des populations cibles en vue d'apporter le changement souhaité. La présente étude a révélé que les quartiers précaires des zones à risque sont structurés, organisés et calqués sous le modèle des villages à savoir que les populations cibles sont inscrites dans des groupements associatifs, dans des réseaux de solidarité fondés sur la famille, sur le village d'origine, sur l'ethnie ou sur la nationalité. Ces groupements sont des formes de structures sociales d'entraide. Notre stratégie de communication axée sur le modèle théorique de l'EICDARM, s'appuieront sur les formes d'organisations sociales des populations de ces quartiers précaires des zones à risque pour mener la sensibilisation

3. Discussion : stratégie de communication selon le modèle de l'EICDARM

En dépit des caractéristiques spécifiques à chaque quartier, l'on relève dans l'ensemble des similitudes au niveau des difficultés rencontrées. Il ressort de cette observation que les populations de ces quartiers précaires sont confrontées à des difficultés de plusieurs ordres :

- Inexistence et insuffisance d'infrastructures socio-sanitaire et éducatives de base (centres de santé, écoles primaires, etc.) ;
- Assainissement des quartiers (système de collecte des ordures ménagères, système d'évacuation des eaux usées) ;
- Précarité du système d'équipement en électricité et en eau potable ;
- Inexistence de véritables voies d'accès au sein des quartiers ;
- Chômage et inexistence d'activités génératrices de revenus de la population active.

Les populations ont conscience des conditions de vie précaires dans lesquelles elles vivent. Les contraintes sont énormes et les attentes nombreuses de sorte que l'on peut craindre une désillusion au cas où les options d'intervention dans ce milieu ne permettent pas de satisfaire tous les espoirs.

Cependant, toute action de développement qui impliquerait un déguerpissement des populations rencontrerait d'emblée une opposition de celles-ci, car leur souhait serait de demeurer sur ces sites déclarés zones à risque.

Dans cette optique, le recours à une stratégie de communication axée sur le modèle de l'EICDARM en vue de sensibiliser les populations desdits quartiers, s'avère nécessaire.

3.1 État des lieux des risques de catastrophes en Côte d'Ivoire

Les catastrophes les plus récurrentes en Côte d'Ivoire sont les inondations et les glissements de terrain. Ces deux types de catastrophes sont liés aux fortes pluies durant les saisons pluvieuses. Elles affectent principalement Abidjan où l'urbanisation non contrôlée jugée à l'aléa naturel favorise les catastrophes.

- dans les années 1960-1970, de graves inondations et des épidémies ont affecté le pays tout entier et plus particulièrement la ville d'Abidjan (800.000 habitants à cette époque). Afin de juguler ces désastres, le gouvernement a entrepris des études pluridisciplinaires approfondies dans le secteur avec l'appui du PNUD et l'OMS. Ces efforts ont abouti à l'élaboration d'un premier schéma directeur d'assainissement pour la ville d'Abidjan, ainsi que la mise en place d'un cadre institutionnel de développement de l'assainissement et du drainage ;
- les 30-31 Mai 1996, des pluies torrentielles entraînent d'importants dégâts matériels et des pertes de vie humaine, 28 morts dans plusieurs quartiers d'Abidjan (*Cocody* les 2 plateaux, *Riviera*, *Bonoumin*, *Abobo*, *Yopougon*) ;
- du 3 au 5 juin 2007, un puissant orage accompagné de fortes pluies a affecté Abidjan, causant des dégâts humains (9 morts) et matériels, principalement dans les communes de *Yopougon* et *d'Attécoubé*. Dans ces deux communes, l'origine des catastrophes est similaire : des constructions illicites dans des zones destinées à l'évacuation des eaux de pluie ont détourné et réduit le passage naturel des eaux pluviales ;
- entre le 12 et le 15 juin 2019, des pluies diluviennes accompagnées de vents violents ont provoqué dans la ville d'Abidjan des glissements de terrain, des inondations, la destruction de logements, avec des conséquences suivantes : 22 personnes décédées, 6 disparus, 7 blessés, 48 familles et 128 étudiants sans abris. L'ampleur de la catastrophe est telle que la préfecture d'Abidjan a été amenée à déclencher le plan d'Organisation des Premiers Secours (ORSEC) pour la première fois depuis son écriture ;
- plus près de nous le jeudi 18 juin 2020, suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues sur l'ensemble du district d'Abidjan, un éboulement de terre s'est produit au quartier *RAN d'Anyama* sur des habitations. On dénombre au moins 17 morts qui ont péri sous les décombres ainsi que de nombreux disparus dans la ville d'Abidjan.

L'urbanisation croissante et non contrôlée ainsi que l'impact des changements climatiques et de la déforestation laissent présager un risque croissant de catastrophes en Côte d'Ivoire, qui plus est dans un contexte de crise politique et de détérioration des conditions de vie qui renforcent la vulnérabilité des populations.

À ce jour, il y a eu peu de législations ayant spécifiquement trait au domaine de la gestion des risques de catastrophe en Côte d'Ivoire, à part le plan ORSEC (décret du 6 août 1979 portant organisation du Plan des secours à l'échelon national en cas de catastrophe). Le plan d'Organisation des Secours (ORSEC) est un mécanisme de coordination des opérations de secours mis en place, au niveau national, départemental et communal, en vue de gérer les urgences liées aux catastrophes susceptibles de survenir. Ce plan constitue le cadre légal national de gestion des situations d'urgence et permet de mobiliser les ressources exceptionnelles pour faire face à une catastrophe.

3.2. *Stratégie de communication selon le modèle de l'EICDARM*

Le modèle théorique de communication pour un changement de comportement dénommé EICDARM, est proposé par l'Institut de Recherche pour le Développement Socio-économique et de la Communication (IRESCO). Ce modèle théorique de communication de l'EICDARM est développé de la manière suivante : d'abord, la cible **Entend** parler de la nouvelle attitude, elle en est **Informée** ensuite elle est **Convaincue** que cela vaut le coup d'essayer. Au moment venu, la cible **Décide** de ce qu'il faut faire si elle est convaincue. Par ailleurs, agit selon un nouveau comportement. Enfin, celle-ci recherche une **Reconfirmation** sur l'efficacité de son action et si tel est le cas, elle **Maintient** l'attitude (IRESCO, 2015, p.15)

Les expériences de succès de cette stratégie de communication (EICDARM) sont partagées par des organisations internationales telles que le PNUD, la FAO et l'UNFPA à travers de nombreux projets de développement. Ce modèle de communication pour un changement de comportement repose sur une approche d'adhésion et d'appropriation de l'intervention par l'ensemble de la communauté concernée. Elle a été développée et appliquée dans le cadre de l'aménagement de l'île à Morphile au Sénégal. Son impact a permis à 80% de la population de cette région d'adhérer et de comprendre l'importance d'un déguerpissement

de certaines zones de l'île en vue d'un aménagement des sites pour le développement de l'éco-tourisme (IRESCO, 2015, p.9).

L'étude réalisée sur le diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan, peut aussi recourir à la stratégie de communication axée sur le modèle théorique de l'EICDARM pour un changement de comportement des populations cibles dans l'optique d'une intervention relative à un déguerpissement.

Depuis pratiquement deux décennies, à l'approche de la saison pluvieuse dans la zone sud du pays, l'ONPC en tant qu'organe d'exécution du plan ORSEC du Ministère de l'Intérieur, procède à travers les médias de service public notamment la Radio Télévision Ivoirienne (RTI) à une sensibilisation des populations des zones à risque sur la nécessité de libérer ces sites. Le constat est toujours le même, dans la mesure où les populations demeurent sur lesdits sites et l'on déplore les pertes en vie humaine en raison des inondations et des éboulements de terrain consécutifs aux pluies diluviennes. Ce qui nous amène à considérer que les messages de sensibilisation diffusés à partir des médias de masse (Radio et Télévision) n'ont pas eu un impact réel sur les cibles.

Avant de décliner de façon opérationnelle le modèle théorique de l'EICDARM au cas de l'étude diagnostique des quartiers précaires des zones à risque, il convient de définir les cibles en adéquation avec le mode d'organisation sociale en vigueur dans lesdits quartiers.

L'objectif visé par le modèle théorique de l'EICDARM, est d'identifier les cibles susceptibles d'influencer les décisions des autres membres de la communauté. Une fois ces différents leaders identifiés, il s'agira de porter le message de sensibilisation à leur niveau afin d'obtenir leur adhésion.

De façon opérationnelle, la stratégie de communication axée sur le modèle théorique de l'EICDARM est développée comme suit :

Problème à résoudre : les populations des quartiers précaires des zones à risque sont opposées à toute idée qui impliquerait un déguerpissement des sites qui représentent de grands risques.

Objectif de communication : amener les populations des quartiers précaires des zones à risque à changer de comportement en acceptant l'idée d'un déguerpissement comme les autres interventions initiées par l'ONPC en vue de l'amélioration des conditions de vie des habitants desdits quartiers.

Identification des cibles : au regard de l'organisation sociale de ces quartiers précaires, l'on a pu identifier des leaders qui serviront de relais communautaires en portant le message de sensibilisation auprès des populations cibles.

- cible principale : chefs de communautés ethniques, chefs de communautés étrangères, chefs de quartiers, président des jeunes, présidente des femmes, présidents d'associations d'entraide, chefs religieux, notables, représentants de groupements politiques, responsables d'ONG, Crieurs publics, etc.
- cible secondaire : chefs de ménages, les hommes et les femmes vivant dans ces quartiers précaires des zones à risque.

Élaboration des messages : les messages de sensibilisation sont élaborés par l'ONPC en mettant un accent particulier sur le déguerpissement soutenu par des mesures d'accompagnement.

Plan de communication opérationnel : il consiste à identifier les actions de communication qui seront menées sur le terrain. Cela se décline en plan d'action à réaliser suivant les objectifs poursuivis.

Action 1 : l'ONPC mandate ces agents à adresser des courriers sous forme de convocations individuelles à toutes les personnes identifiées comme cible principale, de la tenue d'une réunion qui se tiendra dans le quartier. L'objet, l'endroit et l'heure seront mentionnés sur les

convocations. De ce fait, la cible **entendra** parler de l'objet de la réunion avant d'en être formellement informée.

Action 2 : l'équipe de l'ONPC avec à sa tête un responsable, organise la rencontre avec la cible principale en vue de l'en **informer** officiellement de l'intervention que l'état envisage de faire dans le quartier ainsi que les mesures d'accompagnement. Au cours de cette rencontre, le responsable de l'équipe de l'ONPC profitera pour présenter à la cible principale, les agents de sa structure qui effectueront régulièrement des visites à domicile auprès des populations de leur quartier.

Action 3 : les agents de l'ONPC planifient de connivence avec les relais communautaires, des visites à domicile régulières en vue de porter le message de la sensibilisation bien avant la saison pluvieuse. Cette approche a pour objectif de **convaincre** les chefs de ménages ainsi que les populations cibles de la nécessité de libérer les sites à risque avant l'arrivée des pluies diluviennes.

Action 4 : les relais communautaires ayant été sensibilisés et **convaincus** de la nécessité de l'intervention **décident** d'accompagner le processus en répercutant l'information et le message de sensibilisation au niveau des chefs de ménages ainsi que des populations à travers des réunions formelles. En tant que leaders communautaires, ils pourront influencer la décision des populations cibles à adhérer à l'idée du déguerpissement.

Action 5 : les chefs de ménages et les populations sont à leur tour convaincus de la nécessité du déguerpissement grâce aux récurrentes visites à domicile (VAD) organisées par les agents de l'ONPC. A cela, il faut ajouter l'influence exercée par les leaders communautaires sur les chefs de ménages ainsi que l'ensemble de la population pendant les réunions formelles. Ces approches de sensibilisation combinée, visent à amener la cible à une **reconfirmation** de son adhésion sur l'intérêt de l'intervention future qui se fera avec des mesures d'accompagnement. L'accent particulier est mis sur l'obligation de la relocalisation des populations déguerpies par l'état.

Action 6 : le passage répété des visites à domicile réalisées par les agents de l'ONPC à des fréquences régulières a permis de **maintenir** l'opinion des chefs de ménages ainsi que des populations, sur l'adhésion au projet d'intervention. Les sensibilisations de proximité à travers les visites à domicile des chefs de ménages créent la confiance entre les parties prenantes. Cela est perçu par les populations cibles comme une marque de considération à leur endroit. Au demeurant, cette opinion exprime le **maintien** des attitudes favorables à l'intervention future.

Action 7 : pour mesurer l'impact réel des actions de communication sur les cibles, les responsables de l'ONPC font trois mois après la réalisation des activités de communication, une évaluation de l'approche de la communication interpersonnelle utilisée (Visite à domicile, réunion formelle, etc.). La méthode utilisée pour l'évaluation qui consiste à établir un questionnaire afin de recueillir les informations auprès des populations cibles. Il s'agit entre autres : le nombre de visites à domicile organisées, le nombre de réunions formelles organisées, le nombre de chefs de ménages visités, l'opinion des populations cibles sur le déguerpissement, les besoins exprimés par la cible, le nombre de ménages qui adhèrent à l'idée de l'intervention (déguerpissement), etc.

En définitive, la sensibilisation des populations cibles sur les risques des catastrophes à partir du modèle théorique de l'EICDARM doit s'inscrire dans une stratégie de communication axée sur la culture du risque. Cette sensibilisation doit se faire sur certains aspects notamment la connaissance des aléas pour que les populations comprennent les risques auxquels elles sont confrontées. Aussi, faut-il mettre un accent particulier sur les bonnes pratiques citoyennes pour réduire les risques au quotidien.

Conclusion

La vie communautaire est très développée dans les quartiers précaires d'Abidjan étudié. Elle se manifeste non seulement à travers le type d'habitat fait essentiellement de concession. La vie associative est très développée ce qui se traduit par des formes d'entraide et de solidarités. La population des quartiers précaires des zones à risque se caractérise par sa jeunesse. Les moins de 20 ans représentent plus de la moitié de celle-ci, mais cette population est aussi globalement analphabète. Toutefois, cet analphabétisme est plus prononcé chez les femmes que chez les hommes et la principale activité exercée est le commerce.

La gestion des risques de catastrophes semble ne pas être une priorité nationale en Côte d'Ivoire. Cependant, face à des risques croissants, renforcés par la crise socio-politique, le besoin de passer d'une approche réactive à une approche préventive est réel.

La Côte d'Ivoire s'est engagée depuis quelques années à établir une plateforme nationale en gestion des risques de catastrophes. Une formation des points focaux identifiés pour la future plateforme a pu être organisée en février 2010 grâce au bureau PNUD de Côte d'Ivoire.

Le modèle théorique de l'EICDARM qui privilégie l'approche de la communication interpersonnelle a été développé à travers l'étude relative au diagnostic des quartiers précaires des zones à risque d'Abidjan. Cette approche a eu sans aucun doute un impact réel sur l'opinion favorable des populations cibles, pour un déguerpissement des zones à risque.

Bibliographie et webographie

AUGERAU Jean François, 2018, *La prévision des avalanches demeure une science inexacte*, Paris, Le Monde.

BANQUE Mondiale, 1997, *La pauvreté en Côte d'Ivoire : cadre d'action*, rapport, N° 15640.

BERGER François et LIVOIS Jean, 1999, *Détermination des zones d'intervention prioritaires et création des zones vertes*, revue naturelle, N° spécial, Paris.

BOURG Danis et SCHELGE Jacques, 2001, *Parer aux risques de demain*, Paris, édition Seuil

CONSEIL Agence, 2018, *Les risques naturels*, France. Consulté le 4 septembre 2020 sur le site www.alpesgeoconseil.com

CHALINE Corine et DUBOIS Jaures, 1994, *La ville et ses dangers, Prévention et gestion des risques naturels*, Paris, édition Masson.

CEA (Commissariat à l'Énergie Atome), 1998, *Les normes internationales de radioprotection*. Consulté le 17 septembre 2020 sur le site www.cea.fr

DCGTX (Direction des Grands Travaux C.I), 1990, *Quartiers précaires d'habitats à Abidjan*, Abidjan.

FAYE Jonas, 2000, *La SDPRM vise au développement d'une culture du risque*, Paris, édition Masson.

INSTITUT National de la Statistique Côte d'Ivoire, 2005, *Enquête démographique et de santé*, Ministère du Plan, Abidjan, M.P.

MINISTÈRE de la Coopération, 1990, *Assainissement et développement urbain des quartiers d'Afrique noire*, rapport N° 23, Burkina-Faso.

MINISTÈRE de la Sante Publique, 2000, *Plan national de développement sanitaire 1996-2005*, Tome 1, Abidjan, M.C.

PROGRAMME des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 2004, *Rapport sur le développement humain*, Paris, édition Economica.

VIMARD Pascal, 1997, *Transitions démographique et familiale*, Paris, édition ORSTOM.

ZIMICKI Stéphane, 1998, *Mesure et analyse de la mortalité*, cahier N° 119, Paris.



Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales

BOLUKI, est une revue semestrielle à comité scientifique et à comité de lecture de l'Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH). Elle a pour objectif de promouvoir la Recherche en Sciences Sociales et Humaines à travers la diffusion des savoirs dans ces domaines. La revue publie des articles originaux ayant trait aux lettres, arts, sciences humaines et sociales en français et en anglais. Elle publie également, en exclusivité, les résultats des journées et colloques scientifiques.

Les articles sont la propriété de la revue *BOLUKI*. Cependant, les opinions défendues dans les articles n'engagent que leurs auteurs. Elles ne sauraient être imputées aux institutions auxquelles ils appartiennent ou qui ont financé leurs travaux. Les auteurs garantissent que leurs articles ne contiennent rien qui porte atteinte aux bonnes mœurs.

BOLUKI

Revue des lettres, arts, sciences humaines et sociales
Institut National de Recherche en Sciences Sociales et Humaines (INRSSH)

ISSN : 2789-9578

2789-956X

Contact

E-mail : revue.boluki@gmail.com

BP : 14955, Brazzaville, Congo